



**Ebisu**  
Études japonaises

47 | printemps-été 2012  
**Catastrophes du 11 mars 2011, désastre de  
Fukushima : fractures et émergences**

---

## Où est notre avenir ?

*Where is our Future?*

「未来」はどこにあるのか

**Osamu Nishitani**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/256>

DOI : 10.4000/ebisu.256

ISSN : 2189-1893

### Éditeur :

Institut français de recherche sur le Japon (UMIFRE 19 MAEE-CNRS), Maison franco-japonaise

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2012

Pagination : 59-68

ISSN : 1340-3656

### Référence électronique

Osamu Nishitani, « Où est notre avenir ? », *Ebisu* [En ligne], 47 | printemps-été 2012, mis en ligne le 03 avril 2014, consulté le 24 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/256> ; DOI : 10.4000/ebisu.256

---

# Où est notre avenir ?\*

NISHITANI Osamu 西谷修

## En préambule

Essayons d'abord de répondre à la question qui vient à l'esprit de ceux qui suivent plus ou moins attentivement ce qui se passe au Japon depuis le 11 mars.

Juste après l'événement du 11 mars 2011 au Japon, les médias du monde qui se sont empressés de rapporter les destructions inouïes subies par un pays considéré comme « hautement développé » ont affiché une certaine admiration : les gens gardaient leur sang froid, au moins apparemment, s'entraidaient mutuellement même dans des situations désastreuses et de privation totale, au lieu de tomber dans un désordre catastrophique. Mais en même temps, ils n'ont pas caché une méfiance vis-à-vis du gouvernement japonais face au grave accident de la centrale nucléaire de Fukushima déclenché par le tremblement de terre et le tsunami. En effet, les autorités

---

↳ Né en 1950. Professeur de philosophie à l'université des langues étrangères de Tokyo et membre correspondant de l'Institut des études avancées de Nantes, il est auteur entre autres des ouvrages suivants écrits en japonais : « *Wonderland* » de l'immortalité, *Traité sur la Guerre*, *Toucher la palpitation nocturne*, *Recherche de la Raison*.

\* La version originale japonaise de cet article a été publiée sous le titre « “Mirai” wa doko ni aru no ka » 「未来」はどこにあるのか, dans *Gendai shisō* 現代思想. *Revue de la pensée d'aujourd'hui*, mai 2011, vol. 39, n° 7, pp. 34-37. Elle a été traduite, revue et augmentée par l'auteur [N.D.L.R.].

japonaises, hésitant à rendre publiques des informations précises, ont essayé de minimiser la gravité de l'accident qui devait avoir des conséquences préoccupantes non seulement pour le pays mais aussi pour le monde entier.

Que signifie ce décalage entre les deux faces d'un même pays, entre « le Japon admirable » et « le Japon douteux » ?

Pour répondre à cette question, je suis tenté de citer un proverbe japonais : « Même sans les parents, les enfants grandissent ». Mais pour ma part, je l'emploie souvent en inversant la condition : « Même avec les parents, les enfants grandissent ». Car ce sont souvent les parents qui empêchent les enfants de se développer. Les deux aspects du Japon sont également vrais, et leurs rapports sont ainsi : « Malgré ces parents, ou puisque les parents sont ainsi, les enfants doivent apprendre par eux-mêmes à se débrouiller ». Là réside notre malchance, mais en même temps notre espoir non assuré.

Ce ne sont pas seulement les médias étrangers qui n'avaient pas confiance dans le gouvernement japonais : nous-mêmes, la population du pays, savons bien qu'on ne peut guère compter sur lui.

Toutefois, cet état des choses n'est pas l'apanage du Japon. Le gouvernement doit s'occuper du bien-être de la population. Soit, mais théoriquement. Il s'en occupe cependant parce qu'il a besoin d'elle pour s'imposer, pour substantialiser sa gouvernance. Selon la théorie contractuelle de l'État, celui-ci est formé par la volonté du peuple dont il tire sa légitimité. Mais l'État n'est pas formé pour être au service de la population. Cette dernière n'est pas la fin de l'État, lequel a une tendance à s'ériger lui-même comme une fin. Il incite la population à se sacrifier pour lui, tandis qu'il ne se sacrifie jamais pour elle. Depuis que la Nation a été formée comme telle, la population est devenue la ressource essentielle de l'État, ressource à consommer, mais dont on souhaite qu'elle soit « durable ».

Au Japon, nous avons eu maintes occasions de le constater. Concernant les affaires nucléaires, je peux citer un exemple historique. D'ailleurs, c'est un cas inaugural en la matière.

Aussitôt après le bombardement atomique de Hiroshima (le 6 août), le Quartier général impérial du Japon (Daihon.ei 大本營) a envoyé une équipe de médecins et de scientifiques pour faire des investigations relatives aux effets de la nouvelle bombe sur les habitants. Après la capitulation (le 15 août), cette mission médicale, dirigée par un professeur de l'université impériale de Tokyo (Tsuzuki Masao 都築正男), fut largement renforcée (1 500 médecins et scientifiques). Mais les médecins ne s'occupèrent pas du

tout des agonisants. Ils s'appliquèrent uniquement à faire des enquêtes sur les effets de la bombe, sur lesquels on n'avait aucune donnée. Ils observèrent l'état physique des victimes, enquêtèrent sur les conditions de mort des enfants à l'école et sur les taux de mortalité immédiate par rapport à la distance du centre de l'explosion, etc. Ils firent même décrire à un étudiant en médecine le détail de la dégradation de sa propre santé. Le gouvernement japonais en fit un rapport important (de 10 000 pages), non pas dans le but de soigner les victimes, mais pour le remettre aux autorités américaines (GHQ). Il l'avait fait traduire en anglais à la hâte et le leur remit trois mois plus tard. Ce dossier, qui n'a jamais été publié au Japon, a beaucoup servi aux Américains pour élaborer leur stratégie nucléaire vis-à-vis de l'Union soviétique et fournir des données pour la médecine antiradiation.

Un ancien officier-médecin japonais, qui était un des dirigeants de la mission, a avoué récemment que ce rapport devait participer à l'établissement de bonnes relations avec les occupants, vainqueurs de la guerre, qui étaient en train de préparer le procès de Tokyo. Ainsi, en rendant un service précieux – puisque c'était justement ce que les Américains convoitaient selon un témoignage d'un ancien officier du GHQ – le gouvernement japonais a tenté de se montrer utile, capable d'être un bon partenaire pour les Américains. La souffrance des habitants de Hiroshima et de Nagasaki fut donc offerte de la part du vaincu au vainqueur comme un sacrifice, afin de sauvegarder la pérennité du régime impérial. Ce n'est pas l'État japonais qui était la première victime des exploitations nucléaires, mais la population japonaise qui était traitée comme des cobayes par les deux gouvernements.

On peut donc à bon droit qualifier l'attitude du gouvernement japonais de « servitude volontaire », ce qu'a dévoilé remarquablement Étienne de la Boétie, avec une perspicacité non encore éblouie par les Lumières. Cette attitude que les dirigeants japonais ont adoptée par rapport aux Américains s'est enracinée profondément, depuis lors, dans l'appareil étatique et social du pays, à commencer dans le milieu politique, parmi les fonctionnaires, le milieu économique-financier, l'Université, les médias, etc., jusqu'à ce qu'elle conditionne toute l'organisation sociale et son comportement collectif. D'ailleurs, c'était dans ce cadre que l'« Atom for peace », promu par Eisenhower a été introduit au Japon<sup>1</sup>.

---

1. Voir à ce propos l'article de Thierry Ribault dans le présent volume [N.D.L.R.].

## Où est notre avenir

Il faut tout d'abord reconnaître que la récente catastrophe n'est pas régionale<sup>2</sup>, mais implique tout le Japon ; plus encore, elle constitue un événement d'envergure mondiale. L'importance du tremblement de terre et du tsunami, dont on dit qu'ils n'arrivent qu'une fois tous les mille ans, n'a pas eu uniquement pour effet d'accroître les difficultés d'approvisionnement en produits de consommation courante et en électricité au-delà des zones directement touchées par la catastrophe. Elle a obligé à se pencher à nouveau sur l'industrie locale, base importante de l'approvisionnement du monde entier en biens manufacturés (principalement des composants électroniques) et désormais anéantie. Plus que tout, les défaillances de la centrale nucléaire de Fukushima aggravées par le tsunami n'ont pas seulement eu des répercussions à travers tout le Japon ; elles ont amplifié l'étendue des pollutions radioactives à l'ensemble du globe, qui se succèdent déjà depuis un demi-siècle.

Aujourd'hui, pas moins de quatre réacteurs nucléaires sont « endommagés » ! Par ailleurs, le monde entier (plus particulièrement les pays industriels avancés), tout en envisageant de faire du nucléaire une source d'énergie qui remplacerait les combustibles fossiles, ressent un intérêt sérieux pour la « sûreté (le risque ?) » nucléaire. D'un côté, il y a les forces en faveur de la promotion du nucléaire. De l'autre, il y a des craintes sérieuses à son égard. C'est pourquoi les événements actuels ont attiré l'attention du monde entier qui a scruté le cours de ces événements avec un profond intérêt.

Ce qui est en jeu ici, c'est la nature de la société industrielle. Déjà depuis un demi-siècle environ, nous avons été avertis des limites du système économique techno-industriel né dans la modernité occidentale. Nous fabriquons les biens manufacturés en exploitant les ressources naturelles. Nous avons amplement développé cette dynamique de production et d'exploitation technique en l'abandonnant au désir (moteur de la recherche du profit) des individus et des personnes morales de droit privé, grâce à l'institution du marché, lieu d'échanges concurrentiels. Cela a permis de maximiser la richesse du monde et édifié une civilisation matérielle prospère.

---

2. Par exemple, le cataclysme de Hanshin (région de Kobe-Osaka) restait en 1995 d'envergure régionale.

Telle est la représentation du monde qui accompagne notre système économique. Toutefois, ce dernier a laissé entrevoir ses impasses au cours de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, et il est voué à l'échec sous de nombreux aspects. Non seulement il faut faire face à l'épuisement des ressources, plus particulièrement à la raréfaction des ressources énergétiques, mais il faut aussi tenir compte de la dégradation de l'environnement planétaire sous l'effet des pollutions et du réchauffement climatique. Or, ces problèmes s'aggravent, non pas uniquement sous l'effet de la pression démographique mondiale, mais aussi du fait que de vastes régions sont en train d'accéder au « développement économique » en entrant dans le système économique de la globalisation.

Cependant, le système économique techno-industriel ne peut faire face lui-même à cette situation de crise que de nombreuses personnes ont pronostiquée être plus proche qu'on ne le pense. Il en va ainsi parce que ce système progresse sur la base de la croyance selon laquelle tous les problèmes peuvent être résolus techniquement en négligeant notamment le caractère limité des ressources naturelles, dans le seul but de rechercher le profit et d'accroître la sphère économique. Il en va de surcroît ainsi parce que toutes les limites naturelles sont simplement pensées comme autant de problèmes ne relevant pas de l'économie mais devant être réglées par la puissance étatique (aussi bien les inégalités au sein des pays, que les rivalités internationales autour de ces ressources).

C'est pour cette raison que le système qui anime le monde progresse malgré tout, bien que son échec ait été à juste titre prédit. Et c'est ainsi que, selon ce système, l'énergie atomique (la technologie nucléaire) a été présentée comme une solution technique aux problèmes de l'appauvrissement des ressources naturelles et du réchauffement climatique. Cependant, bien que les êtres humains ne puissent pas trouver de solution au traitement des « ordures (déchets) » les plus embarrassantes que produit l'énergie nucléaire, les promoteurs du système renvoient finalement à plus tard l'examen du problème que constituera un jour pour les êtres humains un monde saturé en radioactivité, en affirmant que « pour le moment tout va bien<sup>3</sup> », « ça n'est pas pour si tôt » ou encore « d'ici là, la technique aura trouvé une

---

3. C'est une réplique répétée par le porte-parole actuel du gouvernement japonais chaque fois qu'arrive un nouveau problème concernant l'accident de la centrale Fukushima.

solution ». Le système a échoué sous l'effet de la dernière catastrophe et toutes les certitudes le concernant ont été brisées.

Soixante-dix ans déjà ont passé depuis que la technologie nucléaire a été inventée comme technique de destruction, et cinquante ans depuis que son « usage pacifique » a été exploité. Pendant cette période, alors même que les sciences et les techniques ont accompli d'importants progrès, elles sont restées impuissantes pour traiter les déchets nucléaires.

L'échec de ce système était déjà devenu une évidence il y a peu avec la panique financière mondiale de 2008. Cette situation de panique marqua l'échec définitif des politiques de « fuite en avant ». Celles-ci ont pour objectif d'échapper à ce qu'avait révélé la crise du début des années soixante-dix, et prennent la forme d'un expédient caractérisé, d'une part, par son imprégnation par les principes du marché (le fondamentalisme de la poursuite des intérêts privés) et, d'autre part, par l'expansion virtuellement infinie de l'économie avec le numérique et la promotion à l'échelle du globe de la financiarisation de l'économie grâce à la révolution informatique. Par conséquent, à présent, l'opportunité de revoir radicalement le système en questionnant les impasses, non pas seulement du système financier américain, mais du système économique technico-industriel d'où sont nées ces techniques frauduleuses (techniques financières !), apparaît en tout lieu sur le globe. La production d'électricité d'origine nucléaire s'est diffusée depuis les années quatre-vingt en même temps que la mondialisation du néolibéralisme économique, dans la mesure où elle apparaissait comme la baguette magique des énergies « propres et sûres ».

La catastrophe dénommée le Grand tremblement de terre de l'Est du Japon a eu lieu précisément à un tel moment. Malgré la propagande menée avec acharnement par les promoteurs qui affirmaient que le nucléaire était sûr, de nombreux observateurs ont donné l'alarme à propos du danger que les centrales nucléaires présentent en cas de cataclysme naturel. Cette crainte qui a été négligée dans le passé est aujourd'hui devenue réelle. Le cataclysme naturel a déclenché un sérieux accident nucléaire. La situation japonaise qui en a résulté a attiré l'attention du monde entier sous le nom de « l'après Fukushima ». Le monde ne craint pas seulement les pollutions radioactives qu'engendre le nucléaire. Il porte son attention sur la façon dont le Japon va traverser et surmonter ces épreuves, tout en manifestant à leur égard un grand intérêt dans la mesure où elles augurent de l'avenir de la civilisation.

Le Japon est bien connu à travers le monde pour être situé dans une zone d'intense activité sismique. Tout un chacun reconnaît aujourd'hui les risques liés à la création d'un système industriel dépendant de l'énergie nucléaire dans un tel endroit. Or, quelles que furent les manières par lesquelles Tepco et le ministère de l'Économie ont usé des mots pour convaincre du caractère fiable de l'énergie nucléaire, la réalité présente de Fukushima a mis clairement en lumière qu'il ne s'agissait que de faux-semblants.

On entend souvent dire que le Japon n'a pas de ressources naturelles et que, par conséquent, il n'a pas d'autre choix que le nucléaire. Mais quand le gouvernement a appelé à la réduction de la consommation d'électricité, les Japonais « obéissants » ont facilement dégagé un surplus d'électricité. Si l'énergie nucléaire est jugée nécessaire pour une société d'abondance, on renoncera à celle-ci et cherchera une autre forme de bien-être plutôt que de vivre dans la menace permanente. Faire croire que le gaspillage de l'argent et de l'électricité est une chose formidable est plutôt le fait d'une organisation sociale et de ceux qui souhaitent s'enrichir et élever leur position sociale par l'établissement d'une telle organisation. Si l'énergie nucléaire prive les gens de leur lieu d'habitation et compromet l'avenir des enfants ou l'avenir tout court, le peuple ne choisirait-il pas plutôt à la place du nucléaire une manière de vivre moins consommatrice d'électricité qu'aujourd'hui, qui ne présenterait aucun risque d'accident nucléaire ?

Le comportement des victimes et des personnes qui ont immédiatement déployé leur intelligence pour les aider à surmonter les conséquences du sinistre, a parfaitement montré quelles pouvaient être les solutions pour se « relever » de la catastrophe. Ceci est presque sans lien avec l'aide publique de l'État. Il s'agit tout d'abord du secours mutuel pour la survie des personnes qui ont tout perdu et qui sont laissées dans la détresse. C'est l'expérience que l'on vit ensemble et non pas tout seul, cette manière d'être naturelle selon laquelle vivre c'est vivre ensemble. Ensuite, il s'agit de la création de formes de coopération par lesquelles tous les moyens possibles sont regroupés. Ce fait, d'ailleurs, contredit clairement l'image obsessionnelle de l'économie moderne : *homo economicus*, individu isolé, incité par les intérêts privés, etc. Pareillement, les agents municipaux, le personnel enseignant et le personnel soignant des zones sinistrées ont apporté leur aide avec dévouement à leurs voisins, alors même que leurs institutions étaient désorganisées et qu'ils étaient eux-mêmes victimes de la catastrophe. Ensuite, les gens ont redécouvert là-bas que les enfants, qui n'ont

ni l'expérience ni la compréhension véritable de la catastrophe, peuvent apporter dans le malheur des choses précieuses aux adultes, des rires et des consolations.

De nombreuses personnes ne quittent pas les lieux où elles vivent quels que soient les dégâts. Pour cette raison, elles aspirent à reconstruire les villes et à y vivre. Les pêcheurs souhaitent vivre de la mer malgré les tsunamis, et les personnes qui vivent de l'agriculture souhaitent retourner à nouveau aux champs alors qu'elles sont empêtrées dans une situation désespérée. En ces lieux, les germes du « rétablissement » sont déjà tous là. Le plus important n'est-il pas de préserver et de faire croître ces germes qui, au milieu du malheur, ont montré qu'ils étaient déjà bien vivants ?

Cependant, ceci n'est pas permis aux personnes qui habitent aux alentours de la centrale nucléaire de Fukushima. Car il n'est plus possible pour les êtres humains d'habiter là-bas pour longtemps. Les habitants ont été forcés de déménager et d'abandonner leurs terres polluées. Voilà la spécificité des accidents nucléaires. Après chaque tsunami, les gens peuvent reconstruire leurs foyers. Mais avec les accidents nucléaires, des zones entières sont vouées à n'être que d'immenses « déchets ».

Une force puissante, refusant de voir cette réalité, œuvre dans le but d'empêcher l'indispensable changement. Il s'agit de ceux qui, faisant comme si « ce qui s'est vraiment passé » n'avait pas eu lieu, pensent uniquement à lancer les bulldozers pour reprendre encore une fois le même chemin. Aux questions posées par les médias étrangers concernant la réforme de la politique de soutien du nucléaire et en faveur des énergies de substitution, un fonctionnaire membre de l'agence de protection et de sécurité nucléaire du ministère de l'Économie (administration dont les fonctions ne répondent pas du tout à son intitulé) a répondu que « l'alternative au nucléaire, c'est la coupure de courant ! ». Il les a vertement sermonnés en affirmant qu'en l'absence de nucléaire, le mode de vie actuel ne serait pas possible. C'est un chantage exercé par le gouvernement sur la population.

En outre, Yonekura<sup>4</sup>, président de l'Union des syndicats patronaux, a déclaré, dans une conférence de presse du 11 avril dernier, que Tepco ne devait pas être nationalisé et que c'était à l'État d'indemniser puisqu'il s'agit

---

4. Yonekura Masahiro 米倉昌弘 (1937-) est président de l'Union des syndicats patronaux (Keidanren 経団連) depuis 2010.

d'une catastrophe naturelle. Et il est allé jusqu'à dire : « C'est émouvant les efforts de Tepco. Ça n'est pas Tepco qui a été négligeant, c'est plutôt l'État qui a fixé des critères de sécurité trop lâches ».

Ce qui est devenu évident avec le dernier accident, c'est que les accidents nucléaires sont beaucoup trop importants pour être pris en charge par une entreprise privée. Les pollutions dues à la radioactivité se propagent en dehors de toute limite pour toucher au-delà du Japon le monde entier. Les montants de leur indemnisation dépassent largement les facultés d'une seule entreprise. Le nucléaire qui comporte de tels risques ne doit pas être confié à une seule entreprise privée qui recherche le profit (et même s'il s'agit d'un monopole public). En vérité, Tepco avait souhaité pendant un temps « se retirer » en se débarrassant des réacteurs nucléaires.

Yonekura a dit que Tepco était une entreprise courageuse et respectable. Il est vrai que Tepco a sans relâche lutté pour la sécurisation de la situation. Cependant, ce sont en fait les employés des « sociétés de coopération », c'est-à-dire des sous-traitants, ou des sous-sous-traitants, appelées à venir en aide, qui sur place se sont exposés au danger. Bien que les risques liés à un tel accident aient déjà été auparavant pointés du doigt, Tepco (en tant que société) a toujours manqué de précaution en les minimisant. Elle en a la réputation. Madarame Haruki 斑目春樹, président de la Commission de sûreté nucléaire, a répondu devant la Diète qu'il fallait écarter certaines hypothèses, parce qu'il n'est pas possible de tout prévenir. Or l'administration de l'État et Tepco ont toujours opéré les choix en faveur du maintien du profit et de l'activité.

Par leur attitude peu concernée, ces personnes laissent entendre que le nucléaire est davantage encore indispensable au « redressement » du Japon et que « le mauvais passé n'est qu'un songe ». Or, affirmer que « Tepco est aussi une victime » revient à dire que le GHQ est lui aussi une victime de guerre. Dès lors qu'une telle idée est acceptée, advient alors « la repentance collective » et toute responsabilité est écartée. C'est précisément ce qui s'est passé à propos de la dernière guerre. Sur ce point, le Japon continue de subir l'influence puissante de ses gouvernants qui « n'ont rien appris de l'histoire ». Aujourd'hui, si le Japon se conforme à ce qu'ils disent, il finira sans doute par être, d'un rire moqueur, délaissé du reste du monde. Le Japon, de Hiroshima et Nagasaki à Fukushima, en passant par l'affaire du

thonier Daigo Fukuryū-maru<sup>5</sup>, réussira finalement à être le cobaye de la civilisation de l'atome au profit du monde entier (ceci dit en passant, il tirera avantage de l'aide généreuse que lui donneront ses « meilleurs amis<sup>6</sup> » américains, qui ont bien profité de cette occasion pour tester une nouvelle stratégie en Asie de l'Est).

Ce n'est pas la première fois qu'on se pose la question de savoir comment modifier le système économique techno-industriel associé à l'atome. Dès la crise des années 1970 cette préoccupation fondamentale existait et l'effort pour refouler les catastrophes auxquelles on voulait échapper s'est poursuivi dans le contexte d'expansion du néolibéralisme. Au moment de la crise financière de 2008, cette doctrine avait déjà refait surface. Ainsi, par exemple, les thèses des économistes Uzawa Hirofumi<sup>7</sup> et Uchihashi Katsuto<sup>8</sup> fondées sur l'idée de « capital socialement commun » ont commencé à être discutées. Tous deux affirment que « l'avenir a déjà commencé ». Néanmoins, ceux qui souhaitent retenir cet « avenir » exercent un pouvoir fort au Japon. Aujourd'hui, le problème concret le plus important concerne la façon de sortir de cette situation et d'ouvrir un nouveau chemin pour le pays et pour le monde.

*14 avril 2011 (retouché le 15 octobre 2011)*

---

5. Les membres de l'équipage du thonier Daigo Fukuryū-maru 第五福龍丸 furent les premières victimes de l'essai de la bombe à hydrogène, que les Américains ont effectué le 1<sup>er</sup> mars 1954 sur le récif de Bikini. Le gouvernement japonais de l'époque a fait retarder la publication de la nouvelle pour que soit adoptée la Loi pour la promotion de l'énergie nucléaire.

6. En japonais « *tomodachi* ». C'est le nom donné à l'opération américaine d'aide pour le Japon.

7. Uzawa Hirofumi 宇沢弘文 (1928-) est un économiste, professeur émérite de l'université de Tokyo. Après avoir fait une carrière dans l'économie mathématique aux États-Unis, il a publié, en revenant au Japon, « Le coût social de l'automobile » (*Jidōsha no shakaiteki biyō* 自動車の社会的費用) pour repenser l'économie de l'école néo-classique. Il est devenu l'instigateur de l'idée du « capital socialement commun » (*shakaiteki kyōtsū shihon* 社会的共通資本) à partir des années 1980. Il s'est efforcé de trouver comment résoudre les problèmes sociaux tels que ceux de Minamata et de Narita.

8. Uchihashi Katsuto 内橋克人 (1932-) est un journaliste économique et financier. Il observe et analyse la société japonaise en critiquant le courant dominant du néolibéralisme.